JUGEMENT
N°116/22/CJ1/SII/TCC
du 29 décembre 2022

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

Rôle Général

BJ/e-TCC/2022/0584

- Hyacinthe AKOTCHEDE
 - Adèle AHOUAGA
- (*Me Layo Prisca OGOUBI*)

C/

Francis OBOSSOU
(*SCPA POGNON & ASSOCIES*)

OBJET

Reddition de comptes

SECTION II

1^{ère} CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Jules AHOGA

Greffier : Eulalie SAMBIENI-AGOSSADOU

Débat le 22 décembre 2022 ;

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé
à l'audience publique du 29 décembre 2022 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEURS :

1-Hyacinthe AKOTCHEDE, de nationalité béninoise, exerçant sous l'enseigne des Etablissements KING'SON BUSINESS CENTER (KBC), dont le siège social est sis à Dassa-Zoumè, maison AKOTCHEDE, immatriculé au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro RB ABOMEY 2007-A-317, tél. 97 28 94 56, demeurant et domicilié ès qualité au siège desdits Etablissements ;

2-Adèle AHOUAGA, de nationalité béninoise, exerçant sous l'enseigne des Etablissements CALIXTE PRESTATION, dont le siège social est sis à Dassa-Zoumè, maison AKOTCHEDE, immatriculée au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro RB ABOMEY 17-A-2917, tél. 95 06 67 30, demeurant et domiciliée ès qualité au siège desdits Etablissements ;

Assistés de Maître Layo Prisca OGOUBI, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDEUR :

Francis OBOSSOU, promoteur des Etablissements BSB, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Abomey-Calavi, tél. 97 92 56 81 ;

Assisté de la SCPA POGNON & ASSOCIES ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties entre leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 31 mai 2022, Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUAGA, ont attiré Francis OBOSSOU devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir :

- la reddition de compte par Francis OBOSSOU des fonds mis à sa disposition ;
- sa condamnation au paiement de la somme de vingt millions (20.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêt ;

Au soutien de leurs prétentions, Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUAGA exerçant respectivement sous l'enseigne des établissements KING'SON BUSINESS CENTER (KBC) et Calixte Prestation exposent qu'ils ont été en relations d'affaires avec Francis OBOSSOU qui exerce sous l'enseigne des Etablissements BSB ;

Que dans le cadre de cette relation d'affaires, ils ont soumissionné et obtenu plusieurs lots du marché n° 131/MAEP/ATDA AS-BN-2KP/PRMP/SP-PRMP ;

Que Francis OBOSSOU leur a fait croire qu'ensemble, ils n'ont gagné que trois (03) lots dans ledit marché alors qu'en réalité ils en avaient été attributaires de six (06) lots ;

Qu'ayant compris la supercherie, ils se sont contentés de faire les formalités d'attribution relativement aux lots (2, 4, 9) dont ils ont été attributaires ;

Qu'ainsi, les Etablissements KBC ont été déclaré attributaire des lots 2 et 4 du marché n° 131/MAEP/ATDA AS-BN-2KP/PRMP/SP-PRMP et les Etablissements Calixte Prestation, du lot 9 dudit marché ;

Que les marchés 2, 4 et 9 étaient respectivement de dix-neuf millions sept cent six mille (19.706.000) francs CFA, vingt-quatre millions six cent trente-deux mille cinq cents (24.632.500) francs CFA et quarante-six millions sept cent quarante-cinq mille sept cents (46.745.700) francs CFA toutes taxes comprises ;

Qu'avant l'obtention de l'avance de démarrage des travaux, ils avaient déjà fait des avances de fonds pour démarrer les différents chantiers et en ont informé Francis OBOSSOU qui a marqué son accord ;

Que dans l'exécution des différents lots suscités, ils ont émis plusieurs chèques à celui-ci qui était resté sur le terrain pour l'exécution de certaines tâches et lui ont fait des transferts d'argent via mobile communément appelés MoMo ;

Que depuis la fin de l'exécution du marché et le paiement total par le maître d'ouvrage, Francis OBOSSOU ne leur a pas rendu compte ;

Qu'ils ont reçu des convocations et ordre leur a été donné par l'autorité policière de lui remettre au total la somme de dix-sept millions cinq cent mille (17.500.000) francs CFA ;

Francis OBOSSOU s'oppose ces prétentions en soulevant le sursis à statuer en raison de l'existence d'une procédure pénale ;

Il sollicite également le rejet des prétentions de Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUGA et demande à son tour, leur condamnation au remboursement de la somme de 32.437.440 francs CFA après déduction de la somme de 4.631.400 francs ;

Il développe qu'il a, avec son frère Franck OBOSSOU eu recours aux Etablissements de Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUGA pour soumissionner aux appels d'offres ;

Que les contrats de marché n°2772/MAEP/ATDA-BDC/MEF/DNCMP/SA et n°2774/MAEP/ATDA-BDC/MEF/DNCMP/SA ont été attribués aux Etablissements KBC et le marché n°2779/MAEP/ATDA-BDC/MEF/DNCMP/SA aux Etablissements CALIXTE PRESTATION ;

Qu'ils ont convenu que les susnommés bénéficieront de 6% des paiements hors taxe ;

Que les chèques émis en paiement des marchés ont toujours été aux noms de Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUGA ;

Que ceux-ci ont détourné en tout 51.568.840 francs CFA ;

Qu'il a dû déposer une plainte au tribunal de première instance de deuxième classe d'Abomey-Calavi et Hyacinthe AKOTCHEDE a restitué 14.500.000 francs CFA ramenant le montant sus indiqué à 37.068.840 francs CFA ;

Que la procédure pénale est toujours en cours devant cette juridiction ;

Que Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUAGA n'ont contribué ni à la soumission aux appels d'offres ni contribué ni à l'exécution des marchés ;

Qu'il reconnait leur devoir la somme de 4.631.400 francs CFA au titre des 6% ;

Qu'aucune preuve de dépenses effectuées par les susnommées n'est rapportée ;

Que les paiements dans le cadre du marché sont effectués après déduction des impôts ;

1- SUR LE SURSIS A STATUER

Attendu que Francis OBOSSOU sollicite du tribunal le sursis à statuer en raison de la procédure pénale pendante entre lui et Hyacinthe AKOTCHEDE, devant le tribunal correctionnel ;

Attendu que l'article 5 du code de procédure de procédure pénale dispose : « *L'action civile peut être aussi exercée séparément de l'action publique.*

Toutefois, il est sursis au jugement de cette action exercée devant la juridiction civile tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique lorsque celle-ci a été mise en mouvement » ;

Que le sursis à statuer en raison de l'existence d'une procédure pénale ne peut être prononcé par le juge civil que si l'action civile vise la réparation d'un préjudice causé par l'infraction objet de poursuite ;

Attendu qu'en l'espèce, le tribunal est saisi d'une demande de reddition de compte et de condamnation à des dommages-intérêts ;

Que ces demandes ne visent pas la réparation d'un préjudice causé par l'infraction poursuivie devant le juge pénal ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de sursis à statuer formulée ;

2-SUR LA REDDITION DE COMPTE

Attendu que si l'article 1993 du code civil dispose : « *tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été du au mandant* », la reddition de compte ne peut être ordonnée que si l'existence effective d'un mandat est établie ;

Attendu qu'en l'espèce, Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUGA sollicitent la reddition de compte à charge de Francis OBOSSOU en vertu du mandat donné à celui-ci ;

Mais attendu qu'aucune preuve d'un mandat donné au susnommé n'est rapportée au dossier ;

Que rien n'indique que les retraits de chèques allégués par Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUGA au profit de Francis OBOSSOU sont dans le cadre de l'exécution des marchés incriminés ;

Qu'aucune preuve des transferts de fonds allégués au profit de ce dernier dans le cadre de l'exécution du marché n'est produite ;

Que la demande de reddition de compte ne peut prospérer dans ces conditions ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande ;

3-SUR LES DOMMAGES-INTERETS

Attendu que les dommages-intérêts ne peuvent être accordés qu'en cas de préjudices prouvés ;

Attendu que la demande formulée à ce titre par Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUGA ne repose sur aucune justification ;

Qu'il y a lieu de les rejeter ;

4- SUR LA DEMANDES RECONVENTIONNELLES

Attendu que pour soutenir sa demande en condamnation, Francis OBOSSOU allègue que Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUAGA n'ont ni contribué à la soumission ni marché ni participé à son exécution sur le terrain ;

Mais attendu que les contrats de marché n°2772/MAEP/ATDA-BDC/MEF/DNCMP/SA, n°2774/MAEP/ATDA-BDC/MEF/DNCMP/SA et n°2779/MAEP/ATDA-BDC/MEF/DNCMP/SA invoqués que Francis OBOSSOU ont été attribués, les deux premiers aux Etablissements KING'SON BUSINESS CENTER (KBC) et le derniers aux Etablissements CALIXTE PRESTATION ;

Que ces Etablissements sont des entreprises individuelles appartenant aux nommés Hyacinthe AKOTCHEDE pour le premier et Adèle AHOUAGA pour le second ;

Qu'accéder à la demande en condamnation ainsi formulée par Francis OBOSSOU revient à reconnaître qu'il est attributaire des marchés sus indiqués ;

Que la demande en condamnation formulée sur ce fondement ne peut prospérer ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rejette la demande de sursis à statuer de Francis OBOSSOU

- Rejette également la demande en reddition de compte formulée contre Francis OBOSSOU par Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUAGA ;
- Déboute Hyacinthe AKOTCHEDE et Adèle AHOUAGA d'une part, Francis OBOSSOU d'autre part de leurs demandes en condamnation ;
- Met les dépens à la charge des parties pour moitié chacune.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT